

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau - ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 10 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AGRATI**

ZA Val Guiers Est

73240 Avressieux

Référence : 20251008-RAP-insp PM2I.odt

Code AIOT : 0006113491

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement AGRATI implanté ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRATI
- ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux
- Code AIOT : 0006113491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AGRATI, située à Avressieux, a pour activité la production de vis métalliques destinées principalement à l'industrie automobile et à des équipementiers de l'automobile.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Vieillessement / Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté qu'au moins un réservoir du site est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sur le vieillissement des installations.

L'exploitant doit mettre en œuvre ces dispositions sur cet équipement et vérifier si d'autres réservoirs, tuyauteries ou ouvrages ne sont pas soumis à ces dispositions.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
<b>Constats :</b> L'établissement est soumis à autorisation notamment au titre de ses activités de traitement de surface (rubrique 3260) et pour du stockage de produits avec une toxicité aiguë.  L'établissement a été identifié comme susceptible d'être soumis aux dispositions de la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en raison de son classement à déclaration au titre de la rubrique 4510 pour un stockage de produits toxiques aquatique autorisé de 35 tonnes, en plus du fait qu'il soit à autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</b></li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li></ul> Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li><li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'avait pas identifié qu'il pouvait être soumis à ces dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'ensemble de ses bacs de traitement de surface sont de volumes inférieurs à 10 m <sup>3</sup> .  En revanche, l'exploitant dispose de réservoirs de plus de 10 m <sup>3</sup> dans la station de traitement des eaux du site.

Dans le dossier d'autorisation, l'exploitant a identifié que la cuve de concentrats liquides d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> est considéré comme toxique aquatique. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le produit utilisé pour son bain est un produit présentant les mentions de dangers H400 et H410 (vu la FDS en inspection du produit). Les concentrats présentent des caractéristiques chimiques similaires à ce produit et sont donc considérés, par l'exploitant, comme toxiques pour les organismes aquatiques (mentions de dangers H400 et H410).

L'exploitant est donc soumis aux dispositions de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, a minima, pour le réservoir des concentrats.

Pour les autres réservoirs de plus de 10 m<sup>3</sup> présents sur le site, l'exploitant devra s'assurer que les mélanges contenus dedans ne sont pas toxiques pour les organismes aquatiques (mention de dangers H400 ou H410). L'inspection rappelle qu'il est possible de déterminer les mentions de dangers toxicité aquatique d'un mélange, avec les FDS, sur la base de calculs détaillés dans le guide technique "*Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement*" de l'Inéris de décembre 2015 :

[https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Seveso\\_3-Guide\\_melanges\\_0.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Seveso_3-Guide_melanges_0.pdf)

**Demande de l'inspection n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser le recensement de ses réservoirs de volume supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances les mentions de danger H400 ou H410. Si des réservoirs de plus de 10 m<sup>3</sup> sur le système de traitement des eaux sont écartés, l'exploitant précisera les éléments justifiant son choix.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

### N° 3 : Dossier des réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

**Prescription contrôlée :**

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que la cuve contenant les concentrats a été installée lors de la mise en service de son établissement. L'exploitant n'a pas constitué d'état initial pour son réservoir, celui-ci n'ayant pas identifié comme étant soumis à ces dispositions. L'exploitant a indiqué qu'il rassemblera la documentation technique à sa disposition pour réaliser cet état initial.

**Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 4-2 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état initial de son réservoir de concentrats. L'exploitant devra transmettre cet état initial.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une <b>visite de routine annuelle</b> dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une <b>inspection externe détaillée</b> permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans(...).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué en inspection ne pas avoir identifié qu'il est soumis à ces dispositions. L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un opérateur en charge du suivi de la station de traitement des eaux qui vérifie s'il n'y a pas de fuite. Toutefois, l'exploitant n'a pas défini de suivi permettant de confirmer que la vérification visuelle est suffisante.</p> <p>L'inspection note que la cuve est dans un espace contraint, qu'il est complexe de faire le tour de celle-ci. Par ailleurs, une double paroi ne permet de voir directement les parois de la cuve sur toute sa hauteur.</p> <div data-bbox="625 1041 976 1503" data-label="Image"> </div> <p><b>Non-conformité n°2 :</b> Contrairement à l'article 4-3 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'un programme d'inspection, d'un plan d'inspection et ne réalise pas de visite de routine annuelle, ni d'inspection externe détaillée de sa cuve de concentrats. L'exploitant devra présenter à l'inspection un plan d'inspection comprenant une procédure de visite de routine annuelle et les informations sur la prochaine inspection externe détaillée (date et prestataire en charge de la réalisation).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li> <li>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</li> <li>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</li> <li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</li> </ol> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de bain de traitement de surface de plus de 10 m<sup>3</sup>. L'exploitant ne dispose donc pas de capacité d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances auxquels sont attribuées les mentions de danger H400, H410.</p> <p><b>Demande de l'inspection n°2 :</b> L'exploitant indiquera si des tuyauteries sont soumises aux dispositions de la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 en vérifiant s'il dispose de tuyauteries de produits toxiques aquatiques avec un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
<b>Constats :</b>  Si le point de contrôle précédent montre que des tuyauteries sont soumises aux dispositions de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant devra élaborer un état initial et un plan d'inspection des tuyauteries.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li><li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ajoutera dans son recensement des réservoirs et tuyauteries, les massifs de réservoirs, les cuvettes de rétention des réservoirs et les structures supportant les tuyauteries qu'il a identifiés comme soumis aux dispositions de prévention des risques liés au vieillissement.  <b>Demande de l'inspection n°3 : L'exploitant indiquera si des ouvrages sont soumis aux dispositions de la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois



**N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.  A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
<b>Constats :</b>  Si le point de contrôle précédent montre que des ouvrages sont soumis aux dispositions de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant devra élaborer un état initial et un plan d'inspection de ces ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite